

Metz le 16 mars 2016

Monsieur François Hollande
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS.

Monsieur le Président de la République,

Tous les Français soucieux de rigueur historique ne peuvent qu'être étonnés, voire scandalisés, devant votre décision de présider une cérémonie soi-disant mémorielle, le 19 mars prochain. Le Premier Magistrat de notre pays ne peut, effet, ignorer la réalité des événements qui se sont produits en Algérie du mois de mars jusqu'à la fin de l'année 1962. Les prétendus « accords » d'Evian n'étaient qu'un simple protocole sans valeur juridique, récusé par le GPRA à Tripoli et jamais mis en œuvre par les futures autorités algériennes. De mars à décembre 1962, il y eut plus de victimes civiles et militaires, européennes et musulmanes qu'entre la « Toussaint rouge » du 1^{er} novembre 1954 et le 19 mars 1962 : enlèvements, exsanginations, disparition de plus de 3000 personnes dont plus de 500 prisonniers militaires jamais restitués en dépit des conventions internationales, massacre d'au moins 80000 harkis dans les conditions les plus inhumaines.

Nous permettez-vous, Monsieur le Président de la République, de vous rappeler la fusillade de la Rue d'Isly à Alger, le 26 mars 1962 et ses quatre-vingts victimes tuées à bout portant par des forces de l'ordre ayant reçu l'ordre de tirer sur une foule désarmée dont le seul crime était de vouloir rappeler son attachement à la mère-patrie ? Nous permettez-vous de mentionner le « massacre oublié » de ces centaines de Français enlevés et massacrés à Oran le 5 juillet 1962, entre 11 Heures et 17 Heures, sans qu'intervienne, à aucun moment, l'autorité militaire française encore présente sur place, en la personne du Général Joseph Katz. ? Celui-ci avait sous son commandement, une garnison de plus de dix-huit mille hommes, consignés jusqu'en fin d'après-midi. Le Général De

Gaulle aurait qualifié cette tragédie de simple « avatar » dans une conversation avec son Premier Ministre, nous tenons cette précision du fils de Président Pompidou lui-même.

Récemment, lors de votre voyage d'Etat en Argentine, vous avez, Monsieur le Président de la République, manifesté, à juste titre, votre sympathie et votre respect pour les personnes disparues au temps de la dictature militaire entre 1978 et 1982, un drame révélé au monde entier par la *Asociación Madres de Plaza de Mayo*. Est-il utopique d'espérer du Chef de l'Etat une semblable compassion à l'égard de ces milliers de Pieds-Noirs, musulmans fidèles à la France, militaires du contingent, harkis, victimes de tous ces crimes commis après les Accords d'Evian ? Non, Monsieur le Président de la République, la guerre d'Algérie n'a pas pris fin le 19 mars 1962. Penser et dire le contraire ne peut qu'accentuer la douleur de ces milliers de familles dont le travail de deuil se révèle impossible après cinquante-quatre ans.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, à travers votre personne, la considération que nous portons à la haute fonction que vous exercez..

Danielle Pister-Lopez,
Agrégée de Lettres, Maître de Conférences des Universités Cum Merito-Université de lorraine

Présidente de l'Amicale des Pieds-Noirs de Moselle, vice-présidente du Cercle algerianiste de Champagne et du Grand-Est

Jean-Pierre Pister,
Agrégé d'Histoire, Professeur de Chaire supérieure honoraire-Khâgne, lycée H. Poincaré de Nancy.

5, rue du 16^{ème} Chasseurs 57070 METZ